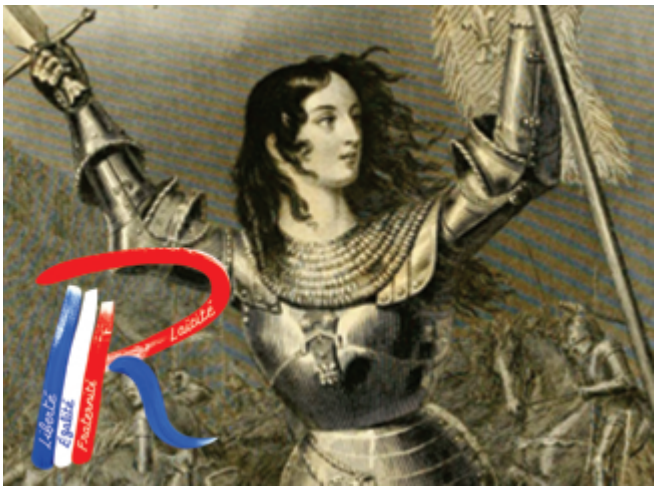
Salafisme : "le Parisien" ouvre (très légèrement) les yeux …

écrit par Armand Lanlignel | 28 mai 2018



Enfin une nouvelle encourageante.
Même « Le Parisien » se met à critiquer les salafistes:

La République face au défi des salafistes

À Marseille, l'imam radical El Hadi Doudi a été expulsé vers l'Algérie fin avril.
©AFP/Anne-Christine Poujoulat
Depuis 2015, les gouvernem**La montée en puissance de cette mouvance minoritaire de l'islam inquiète les autorités. Une note des Renseignements territoriaux pointe une «lecture de l'islam incompatible avec les valeurs fondamentales de la société française».**
À chaque nouvel attentat, la même polémique. Après les attaques de l'Aude (quatre morts) en mars dernier, Manuel Valls désignait l'« ennemi » : le salafisme, assimilé par l'ex-Premier ministre à l'islam radical. Ce courant, prônant une lecture littérale du Coran, serait-il l'antichambre du

terrorisme ?
Pas si simple. Il convient en effet de distinguer le salafisme djihadiste qui prône la guerre sainte de sa version dite « quiétiste », opposée à la violence.
L'écrasante majorité des salafistes ne verse pas dans le terrorisme.
Mais les djihadistes qui visent la France au nom de Daech se revendiquent ouvertement d'une telle idéologie.
« La porosité entre les deux courants est une réalité avérée et l'on constate régulièrement des passages de la catégorie *pacifique* à l'autre », prévient une récente note du Service central de renseignement territorial (SCRT) que nous avons pu consulter.
Condamnation de la démocratie, de l'égalité des sexes, hostilité face à la musique et la poésie…
Force est de constater que le salafisme défie les lois et les valeurs de la République.
Ce phénomène reste largement minoritaire au sein de l'islam de France (environ 5 % des musulmans fréquentant les lieux de culte selon les policiers spécialisés), mais la mouvance connaît un essor sans précédent.
Prosélytisme actif
Depuis son apparition en France au milieu des années 1990, le salafisme est en forte progression : 5 000 adeptes en 2004, 12 000 en 2010, entre 30 000 et 50 000 aujourd'hui.
Ce grand écart statistique s'explique par une difficulté de comptabilisation.
Beaucoup de femmes et de salafistes éloignés des lieux de culte prient en effet à domicile ou dans des mosquées affiliées à d'autres courants.
Cette influence grandissante -le nombre de lieux de culte salafistes a crû de 170 % entre 2010 et 2016- est surtout perceptible parmi les jeunes générations, souvent converties, et issues des quartiers sensibles, en opposition avec l'islam traditionnel de leurs aînés.
Les services de renseignement notent une corrélation entre les territoires marqués par une forte influence rigoriste et ceux gangrenés par l'économie souterraine, notamment le trafic de stupéfiants.
À l'exception de la Corse, confrontée au passage de prédicateurs itinérants, toutes les régions comptent des

salles de prière salafistes.
Des lieux de culte « souvent de proximité […] hébergés dans des appartements, des maisons, d'anciens commerces, des gymnases, voire des garages ou des caves », indique la note des RT.
Précarité et exiguïté peuvent engendrer, les jours de grande affluence, des prières de rue entravant « la circulation automobile » et posant « des problèmes de sécurité », précise le même rapport.
Aujourd'hui, de nombreuses mosquées traditionnelles sont confrontées à un entrisme, parfois violent qui s'exprime par la contestation de la gestion des dirigeants, la remise en cause de l'imam ou la pression sur les fidèles par un prosélytisme actif…
« Ces manœuvres de déstabilisation permettent aux salafistes de s'emparer des lieux de culte à l'occasion des élections destinées au renouvellement des bureaux gestionnaires », relève le document, citant les cas récents de Bollène (Vaucluse), Beaucaire (Gard) ou Toulon (Var).
Des prêches souvent virulents
Leur idéologie s'exprime d'abord au cours des prêches délivrés aux fidèles par les imams de la mouvance.
Des prêches souvent virulents.
Ici, à Ecquevilly (Yvelines), les pratiquantes non voilées sont, selon le RT, comparées à « des femmes d'un soir, dénuées de toute pudeur, et qui assouvissent le plaisir des loups ».
Là, à Brest (Finistère), on assure aux enfants qu'ils risquent « de se transformer en singe ou en porc » s'ils écoutent de la musique, qualifiée de « diabolique ».
Les prédicateurs salafistes jouent aussi à plein des réseaux sociaux et d'Internet. À l'image justement de Rachid el-Jay, l'imam de la mosquée Sunna de Brest et ses cours d'éducation religieuse sur YouTube.
« À qui on ne doit pas dire bonjour les enfants ? » Lesquels répondent en chœur : « Aux mécréants. »
Face à cette vague salafiste, l'État, garant à la fois de la liberté de conscience et des principes républicains, cherche la riposte.
Fermeture de lieux sensibles, expulsions d'imams, multiplication des contrôles sanitaires…ents successifs durcissent le ton.

http://www.leparisien.fr/faits-divers/la-republique-face-au-defi-des-salafistes-26-05-2018-7737147.php